

LA PREFECTURE DE VAUCLUSE COMMUNIQUE :

AVIS d'ouverture des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire partielle (portant uniquement sur l'Impasse Notre Dame des Sept Douleurs), sur le projet suivant : **Liaison de la rue Notre-Dame des Sept Douleurs au Boulevard Limbert via l'Impasse Notre-Dame des Sept Douleurs et la Cour de la Caserne du Maréchal Brune par la création d'une piste destinée aux piétons et aux cyclistes, sur le territoire de la commune d'AVIGNON.**

Il sera procédé, sur le territoire de la commune d'AVIGNON, à une **enquête préalable à la déclaration d'utilité publique** du projet de liaison de la rue Notre-Dame des Sept Douleurs au Boulevard Limbert via l'Impasse Notre-Dame des Sept Douleurs et la Cour de la Caserne du Maréchal Brune par la création d'une piste destinée aux piétons et aux cyclistes, et à une **enquête parcellaire partielle** (portant uniquement sur l'Impasse Notre Dame des Sept Douleurs) en vue de délimiter exactement les immeubles à acquérir pour permettre la mise en place de ce programme.

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête, seront déposés en **mairie d'AVIGNON (annexe 1, rue Racine), du 26 MARS au 11 AVRIL 2008**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture de la mairie au public, tous les jours ouvrables.

Madame Geneviève GUIGNOT, expert agricole et foncier, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal administratif de Nîmes.

Le commissaire enquêteur siégera en **mairie d'AVIGNON (annexe 1, rue Racine)**, afin de recevoir les observations du public, aux dates ci-après :

- **Mercredi 26 mars 2008 : de 10h00 à 12h00,**
- **Mardi 1er avril 2008 : de 9h00 à 12h00,**
- **Lundi 07 avril 2008 : de 14h00 à 17h00,**
- **Vendredi 11 avril 2008 : de 14h00 à 16h00.**

Le commissaire enquêteur devra rédiger son rapport et ses conclusions dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture des enquêtes

La publication du présent avis est faite notamment en vue de l'application de l'article L.13.2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

"En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité".

Toute personne concernée pourra, à l'issue des enquêtes, demander communication des conclusions du commissaire enquêteur. Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées au préfet de Vaucluse (direction des relations avec les collectivités locales et de l'environnement, bureau de l'environnement et des affaires foncières).

